



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

MET HET BEKNOPT VERSLAG

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

dinsdag

mardi

06-03-2001

06-03-2001

12:00 uur

12:00 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Mondelinge vraag van mevrouw Claudine Drion 1
aan de staatssecretaris toegevoegd aan de
minister van Buitenlandse Zaken over "de WHO-
ministerconferentie" (nr. 4042)

Sprekers: **Claudine Drion, Annemie Neyts**,
staatssecretaris toegevoegd aan de minister
van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van mevrouw Els Van Weert 5
aan de staatssecretaris toegevoegd aan de
minister van Buitenlandse Zaken over "het
talenregime van het Merkenbureau in Alicante en
het Europees Octrooibureau" (nr. 4019)

Sprekers: **Annemie Neyts**, staatssecretaris
toegevoegd aan de minister van Buitenlandse
Zaken, **Els Van Weert**

SOMMAIRE

Question orale de Mme Claudine Drion à la 1
secrétaire d'Etat adjoint au ministre des Affaires
étrangères sur "la conférence ministérielle de
l'OMC" (n° 4042)

Orateurs: **Claudine Drion, Annemie Neyts**,
secrétaire d'Etat adjoint au ministre des
Affaires étrangères

Question orale de Mme Els Van Weert à la 5
secrétaire d'Etat adjoint au ministre des Affaires
étrangères sur "le régime linguistique du Bureau
européen des Marques à Alicante et de l'Office
européen des brevets" (n° 4019)

Orateurs: **Annemie Neyts**, secrétaire d'Etat
adjoint au ministre des Affaires étrangères,
Els Van Weert

**COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN**

van

DINSDAG 6 MAART 2001

12:00 uur

**COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURES**

du

MARDI 6 MARS 2001

12:00 heures

De vergadering wordt geopend om 12.14 uur door de heer Pierre Chevalier, voorzitter.

La séance est ouverte à 12.14 heures par M. Pierre Chevalier, président.

01 Question orale de Mme Claudine Drion à la secrétaire d'Etat adjoint au ministre des Affaires étrangères sur "la conférence ministérielle de l'OMC" (n° 4042)

01 Mondelinge vraag van mevrouw Claudine Drion aan de staatssecretaris toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de WHO-ministerconferentie" (nr. 4042)

01.01 Claudine Drion (ECOLO-AGALEV):
Monsieur le président, je désire poser une question à Mme la secrétaire d'Etat concernant un des points d'intérêt partagé par bon nombre d'entre nous, à savoir l'OMC.

Nous avons récemment appris que, conformément aux statuts de l'OMC, la conférence ministérielle de cette organisation se tiendra du 9 au 13 novembre prochain au Qatar.

Avant de poser mes questions, je voudrais faire plusieurs commentaires.

Fondamentalement, rien n'a vraiment changé à l'OMC depuis l'échec, il y a deux ans, de la troisième conférence ministérielle de Seattle. Il me semble que l'on se trouve encore toujours dans la même situation, à savoir que cette conférence a été convoquée sans avoir un ordre du jour très clair et sans qu'aucun accord n'existe actuellement sur l'ampleur des nouvelles négociations.

Il y a deux semaines, ma collègue, Mme Dardenne, a posé une question en séance

plénière sur le mandat de la Commission européenne. La réponse qui lui a été donnée était satisfaisante dans la mesure où le mandat ne changeait pas, malgré la note stratégique du commissaire Lamy.

D'une manière plus profonde, il est inquiétant de constater que les attentes formulées par la société civile et par beaucoup de membres de l'OMC, par ailleurs traduites dans la résolution adoptée par la Chambre en novembre 1999, n'ont pas encore été rencontrées. On n'a en effet pas encore évalué les impacts des accords de l'Uruguay Round par rapport notamment aux pays du Sud, alors que c'est une des missions imparties à l'OMC. Il n'y a pas encore eu non plus de réforme de l'OMC pour rendre l'institution plus transparente, plus démocratique et plus impartiale, si ce n'est des documents plus facilement disponibles sur son site web.

Les discussions sur la manière dont sont mis en œuvre les accords de l'Uruguay Round se sont clôturées en décembre 2000 par un constat de carence, souligné par tous les pays en développement. Je sais que, depuis lors, ceux-ci ont été approchés. Il y a certains progrès à cet égard. Mais ce qui m'inquiète, c'est qu'on les approche de manière presque bilatérale. On invente là une nouvelle stratégie, en faisant du "pluribilatéralisme".

En matière agricole, l'Union européenne et les Etats-Unis n'ont pas renoncé à soutenir financièrement un modèle productiviste, dont l'actualité dévoile les dangers qu'il représente pour la santé et qui crée une scandaleuse distorsion de concurrence entre le Nord et le Sud en matière de développement agricole. Je ne parle donc pas des aspects santé publique qui sont actuellement très

présents dans les préoccupations de la population européenne.

En outre, il me semble que les pays industrialisés ne renoncent pas de manière crédible à protéger leur marché, alors qu'ils imposent aux pays du Sud d'ouvrir les leurs.

On peut évidemment avoir une appréciation différente de l'accord intervenu dans le projet de directive "Tout sauf les armes".

Enfin, la révision des accords sur les droits de propriété intellectuelle dans le domaine du commerce, les accords ADPIC, reste totalement bloquée à la suite du refus des pays industrialisés de prendre en considération les objections et les propositions des pays en développement.

Si ce n'est pas directement lié, l'exemple actuel de ce qui se passe en Afrique du Sud avec les médicaments génériques contre le sida reste très criant.

Madame la secrétaire d'Etat, avez-vous un agenda des étapes préparatoires auxquelles l'Union européenne va prendre part pour cette conférence ministérielle?

Quelle sera la position de la Belgique au regard des attentes que je viens de vous citer? Notre pays a-t-il une position spécifique au sein de l'Union européenne en la matière?

Comment appréciez-vous le document stratégique de Pascal Lamy de la Commission européenne qui me semble ouvrir une nouvelle manière de négocier?

Comment allons-nous, nous parlementaires, être associés à la préparation de la conférence ministérielle?

Ma dernière question porte sur le choix du lieu. J'avais appris, fin novembre début décembre, qu'il restait deux localisations possibles pour cette conférence interministérielle: Santiago de Chili ou le Qatar. J'avais croisé les doigts pour que nous puissions aller au Chili plutôt qu'au Qatar. Vous me répondez peut-être que les responsables chiliens n'ont pas voulu que cela se passe chez eux et qu'il ne restait donc que le Qatar. Comment interpréter cela sinon comme un refus de l'OMC d'engager un véritable débat démocratique avec la société civile, a fortiori quand on sait qu'il serait bien difficile de trouver une société civile au Qatar!

Madame la secrétaire d'Etat, en tant que représentant d'un pays membre, avez-vous eu, vous ou votre prédécesseur, la possibilité de vous exprimer au sujet de ce choix?

01.02 Annemie Neyts, secrétaire d'Etat: Chère madame, vous avez commencé votre exposé par un certain nombre de commentaires auxquels je voudrais réagir.

Tout d'abord lorsque vous dites que rien n'aurait changé à l'Organisation Mondiale du Commerce depuis Seattle, je ne suis pas d'accord avec vous. Il est tout à fait certain que la débâcle de Seattle a fait une profonde impression à l'Organisation Mondiale du Commerce et qu'une bonne partie des efforts entrepris depuis lors ont précisément pour but d'éviter la répétition de l'échec de Seattle. Echec de Seattle que le directeur général de l'OMC, aussi bien l'actuel, que le suivant qui sera Thaïlandais, imputent au fait que la réunion de Seattle était insuffisamment préparée sur plusieurs points à la veille de la ministérielle et que donc il s'agira d'éviter cela à tout prix.

Une série de personnes mettent à profit tout déplacement et tout contact avec des gouvernements étrangers pour cerner leur position sur un éventuel nouveau round de négociations et ses modalités. Je l'ai fait, je le fais toujours, et en étroite coopération avec Pascal Lamy, commissaire compétent à l'Union européenne. C'est en effet elle seule qui négociera au nom des Etats membres, si tant est que les négociations démarrent.

Vous dites que trop peu d'attention est accordée à l'impact des accords de l'Uruguay Round - c'est-à-dire les conclusions de la conférence de Marrakech - sur les pays en voie de développement. C'est vrai et ce n'est pas vrai. Je suis d'accord avec vous pour reconnaître que toute une série de gouvernements de pays en voie de développement qui ont apposé leur signature en dessous des conclusions de ce round ne se sont rendu compte que par la suite combien cela allait leur demander d'adaptations. D'où les demandes pressantes d'un certain nombre de pays d'une aide à la mise en oeuvre de ces accords. L'OMC fait des efforts en ce sens en accordant une aide technique, en organisant des séminaires, soit à Genève, soit des séminaires régionaux dans des pays considérés comme moins développés ou en voie de développement. Mais l'OMC manque de moyens et n'a, au fond, qu'un tout petit budget pour répondre aux demandes d'assistance à la mise en oeuvre qui lui sont adressées. L'OMC souhaite dès lors disposer de plus de moyens pour pouvoir jouer ce rôle et répondre aux demandes qui lui sont faites.

Vous avez dit aussi que les pays développés ne sont pas prêts à renoncer aux distorsions en

matière de politique agricole. Je crois qu'ils traînent certainement les pieds. Cela étant, les négociations sur le chapitre agricole ont commencé à Genève sur le "built-in agenda", c'est-à-dire aussi bien sur les questions agricoles que sur les investissements, si je ne me trompe.

Cela ne se déroule pas trop mal, me précise-t-on. Mais il est certain que les points difficiles ne sont pas encore sur la table.

Jusqu'à présent, tout le monde semble assez satisfait des négociations au sujet du "built-in agenda" de Marrakech.

A présent, je répondrai plus précisément aux questions que vous m'avez posées.

La première concerne les étapes préparatoires auxquelles l'UE prendra part. Quelles sont les étapes que l'Union va parcourir avant la conférence ministérielle?

Conformément à l'article 133 du traité de l'UE, la compétence exclusive de négocier appartient à la Commission. Celle-ci est dûment mandatée depuis octobre 1999 et elle rend régulièrement compte de son action aux Etats membres. Elle est occupée, et plus particulièrement le commissaire compétent à savoir Pascal Lamy, à multiplier les contacts entre les Etats membres, les Etats candidats et les Etats en voie de développement afin de pouvoir déterminer ce qu'il serait possible de faire en matière de lancement ou non d'un nouveau tour de négociations.

L'UE, qui n'est pas seule, souhaite que se déroule, au début de l'été, une rencontre à haut niveau qui serait destinée à établir un ordre du jour très précis pour la quatrième conférence ministérielle qui se déroule à Qatar et ce dans le but d'éviter l'erreur commise à Seattle à savoir un ordre du jour trop large comportant beaucoup d'incertitudes.

Bien entendu, les organes principaux de l'OMC et son Conseil général continueront, pendant la phase préparatoire, à jouer leur rôle institutionnel normal.

Il est évident que le Conseil "affaires générales" de l'UE devra, au moment opportun, se prononcer sur l'ordre du jour de la Conférence à la lumière des objectifs de l'Union tels que repris dans les conclusions et donc dans le mandat de négociation du 26 octobre 1999.

Au fond, la conviction du directeur général de

l'OMC est que si, à la fin juillet, il n'est pas établi qu'un nouveau round de négociations peut être lancé, il vaut mieux ne pas le proposer. Dans ce cas, il est préférable de mettre d'autres questions à l'ordre du jour de la conférence ministérielle. S'il n'y a pas de certitude à la fin du mois de juillet, il n'y en aura pas non plus en septembre et il sera trop tard pour que la réunion, qui se déroule du 6 au 9 novembre, mène à quelque chose.

Quand on parle d'une rencontre à haut niveau, il ne s'agit pas uniquement de réunir les pays développés, c'est-à-dire l'UE, les Etats-Unis et le Japon, mais aussi un certain nombre de pays en voie de développement.

Cela nous permettra de bien mesurer leur position, leurs perspectives, leurs attentes et leurs appréhensions.

Vous me demandez ensuite quelle sera la position de la Belgique au regard des attentes que vous avez formulées?

Comme vous l'avez dit, le mandat de la Commission n'a pas changé. Les orientations défendues par la Belgique, dans le cadre de cette préparation et de la mise au point de l'agenda, restent valables.

Suivant l'avis de la Commission, des adaptations de nature stratégique se sont révélées nécessaires depuis lors. Elles sont reprises dans le document stratégique auquel vous avez fait allusion. En effet, depuis Seattle, la Commission a entrepris un large exercice de consultation avec les autres membres de l'OMC et en particulier avec les pays en voie de développement. Vous savez que l'initiative "Everything but arms" découle directement du souci qu'avait la Commission de persuader les Etats membres - ce en quoi elle a réussi - de faire un geste, même s'il est étalé dans le temps, plus important à l'égard précisément des pays les moins développés et de tous les produits émanant de ces pays, à l'exception, bien entendu, des armes, et avec un régime de transition long pour le riz, le sucre et les bananes.

Le but de toutes ces initiatives est de nous positionner dans le processus de négociation afin que celle-ci puisse redémarrer et de préserver les objectifs formulés il y a deux ans. Je pense en particulier aux questions sociales. En effet, la crainte de la grande majorité des pays en voie de développement est de les voir lier à de possibles sanctions commerciales si elles venaient à être traitées dans le cadre de l'OMC. C'est cette crainte qui a amené la Commission à penser qu'il

serait plus prudent d'évoquer toutes ces questions dans le cadre de l'Organisation internationale du travail en étroite collaboration avec les autres organisations internationales concernées (la CNUCED, la Banque mondiale, le FMI) afin d'éviter que tout dialogue avec les pays en voie de développement sur ce sujet soit définitivement bloqué. A ce sujet, il ressort des contacts que j'ai eus que c'est le risque que l'on court. En effet, certains sont plus crédibles que d'autres, mais ils ne veulent pas en entendre parler car ils craignent que cela soit employé contre eux et surtout que la définition de normes spécifiques constitue une nouvelle barrière aux activités commerciales développées sur leur territoire.

Vous m'avez demandé quelle était mon appréciation du document stratégique. Ce document a été approuvé par l'ensemble de la Commission. Il a ensuite été positivement accueilli par la grande majorité des Etats membres. La Belgique a exprimé son soutien à l'ajustement de l'approche stratégique de la Commission.

Le commissaire Lamy a rendu compte, au cours du dîner informel des ministres du Commerce extérieur, qui s'est tenu le 25 février dernier, des contacts qu'il a pris à partir de ce texte avec plusieurs partenaires importants de l'Union européenne.

Il y a un aspect à propos duquel un certain nombre d'Etats membres continuent à s'interroger. Il s'agit de la piste que semble ouvrir Pascal Lamy suivant laquelle des accords plurilatéraux constitueraient peut-être une bonne étape pour arriver finalement à un accord OMC qui, lui, concernerait chacun des 141 pays concernés.

Des interrogations se posent à ce sujet. Selon M. Lamy, il faut engranger tout ce qui peut l'être. Et quand il utilise le terme plurilatéral, il ne pense pas à un accord comme le NAFTA ou la zone de libre-échange des Etats-Unis, mais à un accord beaucoup plus important incluant un plus grand nombre de participants et surtout avec l'idée de base qu'il demeurerait ouvert.

Si cet accord pouvait être conclu entre un nombre x de pays, il resterait ouvert à tous les Etats qui souhaiteraient s'y joindre. Mais il ne s'agit que d'une piste de réflexion qui est lancée à l'égard de tous ceux qui sont concernés. C'est autre chose qu'une coopération renforcée telle qu'elle existe au sein de l'Union européenne. Cette approche est sensiblement différente. Il n'y a pas d'unanimité à ce propos. Comme je l'ai dit, il ne

s'agit donc que d'une piste de réflexion pour l'instant.

Comment ai-je l'intention d'associer notre parlement à la préparation de la conférence? Je compte adopter la même procédure que celle qui a été suivie pour préparer la conférence de Seattle, à savoir vous informer régulièrement par le biais des commissions compétentes. J'ai d'ailleurs dit que j'étais prête à participer, dans les semaines à venir, à un débat plus large sur toutes ces questions.

Mon voyage au Japon m'a permis de connaître l'opinion du gouvernement japonais à ce propos. C'est un élément important. Je me rendrai à Washington début avril. Par la suite, je serai donc à même de vous dresser un tableau assez complet et nuancé de la situation. Je suis bien sûr tout à fait disposée à le faire.

Je continuerai bien entendu à répondre à vos questions et interpellations à ce sujet. Enfin, je compte inviter, dans un proche avenir, les présidents de la Chambre et du Sénat à désigner les parlementaires qui feront partie de la délégation belge qui se rendra au Qatar au mois de novembre prochain.

Vous m'avez interrogée sur le choix du Qatar. En fait, seul le Qatar s'est porté candidat. La candidature du Chili n'était que virtuelle. Le gouvernement chilien avait retiré sa candidature, non pas tellement parce qu'il craignait des réactions mais surtout parce qu'un grand rassemblement doit se tenir à la même époque. La candidature du Qatar a en outre été avalisée par le conseil général de l'OMC, au sein duquel siègent tous les membres de l'organisation, avec la certitude que les ONG pourraient avoir accès à la conférence, comme ce fut le cas par le passé. La Commission européenne a d'ailleurs demandé auprès des autorités du Qatar d'obtenir des assurances sur ce point et elle les a reçues. Le Qatar a promis de traiter de manière identique toutes les demandes de visa qui lui seront présentées. Le secrétariat de l'OMC contactera les ONG qui étaient déjà représentées à Seattle afin de les informer de l'état d'avancement des travaux préparatoires et de discuter avec elles des problèmes d'intendance qui pourraient se poser dans le cadre de la préparation à la 4^{ème} Conférence interministérielle.

Je me permettrai une remarque politiquement incorrecte. Je me suis fait les mêmes réflexions que vous, mais il faut bien constater que des questions du même type ne sont pas posées avec

la même véhémence au sujet de la conférence préparatoire contre le racisme organisée par l'Organisation des Nations unies à Téhéran. Pourtant, on pourrait émettre les mêmes craintes à ce propos. Malgré cela, on n'essaie pas d'obtenir les mêmes assurances au sujet de la conférence en question. Je sou mets ce point à votre réflexion.

Vous n'aviez rien insinué du tout. Ce n'est donc pas ad feminam que je dis ceci, mais je pense que l'on doit toujours éviter les indignations sélectives. Il faut toujours rester extrêmement attentif à tous les aspects de la question.

En effet, il est certain que le simple fait qu'il n'y ait eu qu'une candidature en bonne et due forme et une autre virtuelle après les événements de Seattle, montre clairement que pas mal de pays n'avaient pas très envie d'inviter chez eux la conférence ministérielle, dans la crainte que cela ne suscite le même type de réaction.

Voilà mes réponses à votre question. Comme je vous l'ai dit, je suis toute prête à avoir un débat plus approfondi sur les aspects multilatéraux, que je propose de tenir lors de la deuxième moitié du mois d'avril.

01.03 Claudine Drion (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, madame la secrétaire d'Etat, je vous remercie pour votre réponse très détaillée, dont j'apprécie vraiment le contenu.

J'en retiens principalement deux choses. La première, c'est que Mme la secrétaire d'Etat viendra débattre avec nous de ce sujet durant la deuxième quinzaine d'avril. Peut-être faudrait-il organiser une réunion commune avec la commission du Sénat.

La deuxième concerne le fond. Il est vrai que j'ai de nombreuses inquiétudes sur les accords plurilatéraux. Vous dites qu'il n'y a pas d'unanimité pour le moment. Il faut donc être extrêmement vigilant dans la mesure où cette approche peut effectivement débloquent des choses, mais elle peut aussi diminuer le rapport de force des pays les plus faibles. J'attire donc votre attention sur ce point.

Quant à l'indignation sélective, vous avez raison de dire que les parlementaires ne sont parfois pas suffisamment vigilants.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Mondelinge vraag van mevrouw Els Van Weert aan de staatssecretaris toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Zaken over "het talenregime van het Merkenbureau in Alicante en het Europees Octrooibureau" (nr. 4019)

02 Question orale de Mme Els Van Weert à la secrétaire d'Etat adjoint au ministre des Affaires étrangères sur "le régime linguistique du Bureau européen des Marques à Alicante et de l'Office européen des brevets" (n° 4019)

02.01 Staatssecretaris Annemie Neyts: Mevrouw Van Weert, ik zal uiteraard antwoorden op uw vraag maar ik moet wel zeggen dat ik om 13 uur in het paleis van Laken moet zijn. We zullen het dus kort moeten houden.

02.02 Els Van Weert (VU&ID): Mevrouw de staatssecretaris, ik heb daar alle begrip voor. Mijn vraag is zeer beperkt en ik meen dat ook het antwoord erg kort kan zijn.

Naar verluidt zal op de Raad voor de Interne Markt van volgende week maandag, 12 maart, de ontwerpverordening inzake gemeenschapsmodellen behandeld worden. Een belangrijk punt in dit dossier is het taalregime. Men kan de huidige vijf officiële talen van het Merkenbureau, namelijk Engels, Frans, Duits, Italiaans en Spaans overnemen. Daarnaast zou men ook kunnen beslissen om andere officiële EU-talen, waaronder het Nederlands, in te voeren. Hetzelfde probleem rijst met betrekking tot het voorstel van verordening betreffende het gemeenschaps-octrooi. De Commissie stelt voor dat een van de werktalen van het Europees Octrooibureau wordt gebruikt voor de octrooiaanvraag. Het nieuwe gemeenschapsoctrooi zou geldig zijn zodra het in een van de voornoemde talen vertaald en gepubliceerd is. Uiteraard moeten de conclusies in de twee andere werktalen worden vertaald. Zoals u weet zijn de drie betrokken talen het Frans, het Duits en het Engels.

Inmiddels werd voor het gerecht van eerste aanleg te Luxemburg een beroep tegen het taalregime van het Merkenbureau in Alicante in behandeling genomen. Bovendien is de Griekse regering in deze zaak tussenbeide gekomen ter ondersteuning van de Nederlandse verzoekster. De Griekse regering haalt als argument aan dat het gemeenschapsrecht geen suprematie van een officiële EU-taal boven een andere erkent. Ik weet dat de Belgische regering in het verleden steeds is opgekomen voor de erkenning van het Nederlands als taal in deze zaken. Toch wil ik daar graag nog enkele vragen over stellen.

Mevrouw de staatssecretaris, ten eerste had ik graag van u vernomen of België voor de ontwerpverordeningen inzake de gemeenschapsmodellen en het gemeenschapsoctrooi dat standpunt zal aanhouden, namelijk dat het Nederlands als officiële taal van het Merkenbureau en het Europees Octrooibureau dient te worden erkend.

Ten tweede, waarom is de Belgische regering tot op heden niet zoals de Griekse regering tussenbeide gekomen in de voormelde zaak voor het gerecht van eerste aanleg waarin het taalregime van het Merkenbureau te Alicante wordt aangevochten? Dat zou immers voortvloeien uit dit standpunt. Als u het mij toestaat, wil ik nog een vraag stellen in dezelfde sfeer. Ik weet niet of u er nu op zult kunnen antwoorden. De problematiek van het gebruik van verschillende talen in de Europese Unie is dat dit enorm duur is en dat het erg tijdrovend is om alles op elkaar af te stemmen. Wij hebben daar begrip voor, los van het principe dat wij uiteraard vooropstellen. Men is nu echter een systeem aan het ontwikkelen dat automatische vertalingen verzorgt in de Europese instellingen. Ook daar komen in eerste instantie de grote talen aan bod. Tot op heden zijn er naar verluidt nog niet veel inspanningen gedaan om dit systeem op het Nederlands van toepassing te maken. Kunt u een stand van zaken geven? Kunt u er via een of ander kanaal op aandringen om het Nederlands als volwaardige taal mee op te nemen? Dat zou een aantal zaken kunnen vergemakkelijken.

02.03 Staatssecretaris **Annemie Neyts**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Van Weert, u zegt dat de Belgische regering het Nederlands steeds verdedigd heeft. Dat is correct. Ik wens echter te beklemtonen dat de grote vergissing in 1993 werd gemaakt. Op 29 oktober 1993 besliste de Europese Raad immers om het talenregime tot 5 talen te beperken. Men beweert dat als tegenprestatie de zetels van de instellingen definitief werden vastgelegd. De waarheid heeft haar rechten. De definitieve vastlegging kwam slechts veel later. De beslissing inzake het talenregime is heel moeilijk terug te schroeven. Voor tekeningen en modellen heb ik erop aangedrongen dat iedereen in de eigen taal alle stappen in de behandeling van een aanvraag kan doorlopen. De voorliggende voorstellen zijn reeds een stap vooruit, maar gaan niet ver genoeg. Daarom heeft de Belgische regering het voorbehoud niet gelicht. Het voorstel van verordening zal niet geagendeerd worden voor de vergadering van de Raad over de interne markt van 12 maart 2001.

De problematiek inzake de gemeenschaps-octrooien is veel ingewikkelder. Er bestaat een commissievoorstel dat slechts één taal voor het octrooi voorstelt en twee andere werktalen voor andere documenten die bij het octrooi worden gevoegd. Dit voorstel is nog niet goedgekeurd door de Raad. De Commissie en de bevoegde commissaris leggen, mijns inziens, te veel de klemtoon op het taalaspect als oorzaak van de hogere kosten van het Europees octrooi dat in München wordt verleend ten opzichte van het Amerikaans of Japans octrooi. Uit het document van de Commissie blijkt dat de optelsom van de taksen, zowel deze waarvan de opbrengsten naar het bureau in München gaan als naar de verdragssluitende partijen hoger zijn dan de kosten voor de talen. Het commissievoorstel rept hierover met geen woord. Het voorstel is, mijns inziens, onvoldoende uitgewerkt om aanvaard te kunnen worden.

Hamvraag is of een octrooi in één taal rechtsgeldig kan zijn in de hele Europese Unie. Vinden we het een goede evolutie dat stukken, ook als ze slechts in één taal zijn opgesteld, rechtsgeldig zijn ten aanzien van alle burgers van de Unie. Voor mij mag het Latijn zijn. Punt is niet welke taal gekozen wordt. Punt is dat een document rechtsgeldig zou worden verklaard dat niet in elk van de moedertalen van de Unie beschikbaar is. Dit is een fundamentele vraag.

Over het Systran-systeem weet ik bijzonder weinig. Ik zal terzake inlichtingen inwinnen.

De **voorzitter**: Mevrouw Neyts, hoe zit het dan met de tussenkomst van de procedure?

02.04 Staatssecretaris **Annemie Neyts**: Mijnheer de voorzitter, deze procedure was ons tot op heden niet bekend.

De **voorzitter**: Dat is toch niet mogelijk. Het betreft een procedure voor de rechtbank van eerste aanleg.

02.05 Staatssecretaris **Annemie Neyts**: Mijnheer de voorzitter, de regering komt terzake niet op de verordening van 1993 terug. Wij trachten deze wel optimaal te verbeteren.

De **voorzitter**: Precies daarom moet men mijn inziens tussenkomen. In deze procedures gebeurt het immers systematisch dat, wanneer lidstaten vaststellen dat hun rechten zouden kunnen worden benadeeld, men een tussenkomst doet ter ondersteuning van de oorspronkelijke klager of in

aansluiting van wat de commissie zegt. Aangezien men het voorbehoud niet heeft gelicht, zou de Belgische staat in deze procedure moeten tussenkomen.

02.06 Staatssecretaris **Annemie Neyts**: Mijnheer de voorzitter, wij zullen dit onderzoeken. Ik weet niet wanneer deze procedure is gestart.

De **voorzitter**: Het verwondert mij dat u daarvan niet op de hoogte bent.

02.07 Staatssecretaris **Annemie Neyts**: Mijnheer de voorzitter, wij zullen dat onderzoeken. Het uitgangspunt van deze regering is dat de verordeningen moeten worden gerespecteerd. Dit kan worden betreurd, zoals bijvoorbeeld in het geval van het Merkenbureau, maar België heeft nu eenmaal het systeem van 1993 goedgekeurd.

Wij spannen ons nu optimaal in om ervoor te zorgen dat elke burger in de eigen taal alle procedures van de aanvraag kan doorlopen. Wij doen het uiterste om te corrigeren wat door de vorige regering fout is gedaan, maar zonder op een eerder goedgekeurde verordening terug te komen.

De **voorzitter**: Het verrast mij echter dat u niet van deze procedure op de hoogte bent. De juridische dienst van het departement van Buitenlandse Zaken is daarvan toch op de hoogte.

02.08 Staatssecretaris **Annemie Neyts**: Ik weet niets over die procedure. Ik moet dat nakijken.

De **voorzitter**: Ik vind het merkwaardig dat het departement van Buitenlandse Zaken niet op de hoogte is van de vraag die door een parlementslid wordt gesteld. U kunt dit best nagaan en het antwoord schriftelijk aan de commissie meedelen. Het is immers een belangrijk punt.

02.09 Staatssecretaris **Annemie Neyts**: Dat klopt.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt
gesloten om 12.53 uur.
La réunion publique de commission est levée à
12.53 heures.*



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

dinsdag

06-03-2001

12:00 uur

mardi

06-03-2001

12:00 heures

INHOUD

Mondelinge vraag van mevrouw Claudine Drion 1
aan de staatssecretaris toegevoegd aan de
minister van Buitenlandse Zaken over "de WHO-
ministerconferentie" (nr. 4042)

Sprekers: **Claudine Drion, Annemie Neyts,**
staatssecretaris toegevoegd aan de minister
van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van mevrouw Els Van Weert 4
aan de staatssecretaris toegevoegd aan de
minister van Buitenlandse Zaken over "het
talenregime van het Merkenbureau in Alicante en
het Europees Octrooibureau" (nr. 4019)

Sprekers: **Els Van Weert, Annemie Neyts,**
staatssecretaris toegevoegd aan de minister
van Buitenlandse Zaken

SOMMAIRE

Question orale de Mme Claudine Drion à la 1
secrétaire d'Etat adjointE au ministre des Affaires
étrangères sur "la conférence ministérielle de
l'OMC" (n° 4042)

Orateurs: **Claudine Drion, Annemie Neyts,**
secrétaire d'Etat adjoint au ministre des
Affaires étrangères

Question orale de Mme Els Van Weert à la 4
secrétaire d'Etat adjointe au ministre des Affaires
étrangères sur "le régime linguistique du Bureau
européen des Marques à Alicante et de l'Office
européen des brevets" (n° 4019)

Orateurs: **Els Van Weert, Annemie Neyts,**
secrétaire d'Etat adjoint au ministre des
Affaires étrangères

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

van

DINSDAG 06 MAART 2001

12:00 uur

COMMISSION DES RELATIONS EXTERIEURES

du

MARDI 06 MARS 2001

12:00 heures

De vergadering wordt geopend om 12.14 uur door de heer Pierre Chevalier, voorzitter.

01 Mondelinge vraag van mevrouw Claudine Drion aan de staatssecretaris toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de WHO-ministerconferentie" (nr. 4042)

01.01 Claudine Drion (ECOLO-AGALEV): Wij hebben vernomen dat de volgende WHO-ministerconferentie die van 9 tot 13 maart plaatsvindt, in Katar wordt georganiseerd. Wat de WHO betreft, veranderde er blijkbaar niets sinds de mislukking van Seattle. De conferentie wordt immers opnieuw zonder duidelijke agenda samengeroepen.

Mevrouw Dardenne heeft in de plenaire vergadering naar het mandaat van de Europese gemeenschap geïnformeerd. Het antwoord op haar vraag was bevredigend vermits het mandaat niet wordt gewijzigd.

Welke weerslag het Uruguay Round-akkoord voor de landen van het Zuiden heeft, is nog niet nagegaan.

Er is geen enkele hervorming doorgevoerd om de WHO doorzichtiger, democratischer en onpartijdiger te maken.

De discussies betreffende de inwerkingtreding van de Uruguay Round strandden in december 2000, toen de ontwikkelingslanden gezamenlijk het falen ervan vaststelden.

De Europese Unie en de Verenigde Staten blijven een productivistisch landbouwmodel steunen waardoor ten aanzien van de landbouwproductie in de landen van het Zuiden een schandalige wanverhouding ontstaat.

La séance est ouverte à 12.14 heures par M. Pierre Chevalier, président.

01 Question orale de Mme Claudine Drion à la secrétaire d'Etat adjointE au ministre des Affaires étrangères sur "la conférence ministérielle de l'OMC" (n° 4042)

01.01 Claudine Drion (ECOLO-AGALEV) : Nous avons appris que la conférence ministérielle de l'OMC se tiendra du 9 au 13 novembre prochain au Qatar.

Il me semble que rien n'a changé à l'OMC depuis l'échec de Seattle, à savoir une conférence convoquée sans ordre du jour très clair.

En séance plénière, Mme Dardenne a évoqué la question du mandat de la Communauté européenne. La réponse à sa question fut satisfaisante, parce que le mandat ne changeait pas.

On n'a pas encore évalué l'impact des accords de l'Uruguay Round pour les pays du Sud.

Aucune réforme de l'OMC n'est intervenue pour rendre l'institution plus transparente, plus démocratique et plus impartiale.

Les discussions sur la mise en œuvre de l'Uruguay Round se sont terminées, en décembre 2000, par un constat de carence souligné par tous les pays en voie de développement.

L'Union européenne et les Etats-Unis n'ont pas renoncé à soutenir un modèle agricole productiviste, créant ainsi une distorsion scandaleuse par rapport à la production agricole des pays du Sud.

De geïndustrialiseerde landen blijven hun markt beschermen. De herziening van de overeenkomst over de intellectuele eigendom is daardoor volledig vastgelopen. Bij welke voorafgaande fasen zal de Europese Unie betrokken worden ?

Welk standpunt zal België verdedigen ? Wat is uw oordeel over het strategische document van de Europese Commissie ? Hoe zullen wij, parlementsleden, bij de interministeriële conferentie worden betrokken ? Heeft u, als vertegenwoordiger van een lidstaat, toelichting gekregen over de beweegredenen voor die keuze ?

01.02 Staatssecretaris **Annemie Neyts** (*Frans*): U bent van oordeel dat er binnen de WHO sinds Seattle niets is veranderd. Ik ben het daar niet mee eens. Men onderzoekt sindsdien hoe een nieuwe flop kan worden voorkomen. De vergadering te Seattle was onvoldoende voorbereid.

Zodra de onderhandelingen van start gaan, zal de Europese Commissie alle lidstaten vertegenwoordigen.

Een hele reeks regeringen van ontwikkelingslanden ondertekenden het Uruguay Round-akkoord zonder het belang ervan te beseffen. Sindsdien verzoeken zij om steun. De WHO spant zich terzake in, maar beschikt over onvoldoende middelen om de uitvoering van het akkoord te ondersteunen. Bijgevolg verzoekt de WHO met aandring om bijkomende middelen.

Wat de verschillen op het stuk van het landbouwbeleid betreft, zijn de onderhandelingen in Genève aangevat maar konden de knelpunten nog niet worden behandeld.

Inzake de voorbereidende stadia waarbij de Europese Unie zal worden betrokken, ressorteert de onderhandelingsbevoegdheid krachtens artikel 103 van het verdrag van de Europese Unie onder de Europese Commissie. Die breidde in het vooruitzicht van een nieuwe onderhandelingsronde haar contacten met de lidstaten of kandidaat-lidstaten en de ontwikkelingslanden uit.

De EU wenst dat begin deze zomer een bijeenkomst op topniveau wordt georganiseerd om de agenda van de vierde interministeriële conferentie in Katar voor te bereiden en zodoende te voorkomen dat dezelfde vergissingen worden begaan als in Seattle. Mike Moore is ervan overtuigd dat indien wij begin juli niet klaar zijn voor

Les pays industrialisés ne renoncent pas à protéger leurs marchés et la révision de l'accord sur le droit de propriété intellectuelle est totalement bloquée. Quelles seront les étapes préparatoires auxquelles l'Union européenne sera associée ?

Quelle sera la position de la Belgique ? Comment appréciez-vous le document stratégique de la Commission européenne ? Comment serons-nous, parlementaires, associés à cette conférence interministérielle ? Avez-vous eu, en tant que pays membre, quelques éclaircissements sur les raisons du choix de Qatar comme lieu de réunion de la quatrième conférence ?

01.02 **Annemie Neyts**, secrétaire d'Etat (*en français*): Vous estimez que rien n'aurait changé, à l'OMC, depuis Seattle. Je ne suis pas d'accord. Depuis, on essaie de voir comment éviter un nouvel échec.

La réunion de Seattle était insuffisamment préparée.

Si les négociations démarrent, c'est la Commission européenne qui représentera l'ensemble des pays membres.

De nombreux gouvernements de pays en voie de développement avaient signé l'Uruguay Round, mais ne s'étaient pas rendu compte de l'importance de ce qu'ils signaient. Depuis, ils demandent de l'aide. L'OMC s'y emploie, mais elle manque de moyens pour offrir l'assistance nécessaire à la mise en œuvre.

C'est pourquoi l'OMC insiste pour disposer de plus de moyens.

Quant aux distorsions en matière de politique agricole, les négociations sur ce sujet ont commencé à Genève, mais les points difficiles n'ont pas encore été abordés.

Quant aux étapes préparatoires auxquelles l'Union européenne sera associée, en vertu de l'article 103 du traité de l'Union européenne, la compétence de négociation appartient à la Commission. Celle-ci multiplie les contacts avec les États membres ou candidats, ainsi que les pays en voie de développement, quant à un nouveau tour de négociations.

L'Union européenne souhaite que soit organisée, au début de l'été, une rencontre à haut niveau pour établir l'ordre des travaux de la quatrième Conférence interministérielle, celle de Qatar, afin d'éviter de reproduire les erreurs de Seattle. La conviction de Mike Moore est que si, début juillet, on n'est pas prêt pour un autre round, il vaudrait

een nieuwe round, de agenda moet worden aangepast.

De uitdrukking "bijeenkomst op topniveau" houdt in dat naast de geïndustrialiseerde landen ook de ontwikkelingslanden worden vertegenwoordigd.

Derhalve blijft België bij zijn houding met betrekking tot het ongewijzigd mandaat.

Strategische aanpassingen zijn ondertussen echter noodzakelijk gebleken.

Sinds Seattle heeft de Commissie haar oor te luisteren gelegd bij de andere leden van de WHO en de ontwikkelingslanden. Aldus hoopt de Commissie zich te kunnen profileren om het onderhandelingsproces vooruit te helpen.

Op sociaal vlak heeft de vrees geuit door de ontwikkelingslanden de Commissie ertoe aangezet bepaalde aangelegenheden aan te kaarten bij de IAO om te voorkomen dat de dialoog met die landen in het slop geraakt.

Het strategisch document werd door de Commissie en de overgrote meerderheid van de lidstaten goedgekeurd.

Tijdens een informele interministeriële vergadering heeft Europees commissaris Lamy gewag gemaakt van contacten met een aantal grote EU-lidstaten, op basis van deze tekst. Volgens hem zouden multilaterale overeenkomsten tot een WHO-overeenkomst kunnen leiden. Dat is een benadering, een denkpiste waarover zeker nog geen unanimiteit bereikt is. Om het Parlement bij de interministeriële conferentie te betrekken zal dezelfde procedure gevolgd worden als voor de conferentie in Seattle. Nadat ik een aantal reeds geplande reizen zal hebben afgerond, zal ik u een duidelijker beeld van de situatie kunnen geven.

Ik wil de voorzitters van Kamer en Senaat verzoeken de leden aan te wijzen van de Belgische delegatie die naar Katar zal afreizen.

Katar was eigenlijk de enige aanvaardbare kandidaat voor de organisatie, nadat Chili zijn kandidatuur had ingetrokken omdat er op hetzelfde moment al een grote conferentie zou plaatsvinden in Santiago. De kandidatuur van Katar werd goedgekeurd door de algemene raad van de WHO, nadat deze de zekerheid had gekregen dat alle NGO's in november toegang zullen krijgen tot de conferentie. Katar heeft bovendien beloofd alle visumaanvragen op gelijke voet te behandelen.

Ten slotte wil ik opmerken dat als de VN in Teheran een conferentie tegen het racisme houdt, bepaalde

mieux mettre d'autres points à l'ordre du jour.

Le terme «rencontre à haut niveau» implique, cette fois, non seulement les pays développés, mais aussi les représentants des pays en voie de développement. Les orientations de la Belgique par rapport à un mandat non modifié n'ont, par conséquent, pas changé.

Des adaptations de nature stratégique se sont, depuis lors, révélées nécessaires.

Depuis Seattle, la Commission a entrepris un exercice de consultation avec les autres membres de l'OMC et les pays en voie de développement.

Le but de ces initiatives est de nous positionner dans le processus de négociation pour que celle-ci progresse.

Au niveau social, les craintes des pays en voie de développement ont amené la Commission à évoquer certaines questions auprès de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) afin d'éviter que tout dialogue avec les pays en voie de développement ne soit bloqué.

Quant au document stratégique, il a été approuvé par la Commission et par la grande majorité des États membres.

Lors d'une réunion interministérielle informelle, le Commissaire Lamy a fait état de contacts pris à partir de ce texte avec certains membres importants de l'Union européenne. Selon lui, des accords plurilatéraux pourraient aboutir à un accord OMC. C'est une approche, une piste de réflexion sur laquelle aucune unanimité ne s'est encore faite. Pour associer le Parlement à la conférence interministérielle, on suivra la même procédure que celle suivie pour la Conférence de Seattle. Après quelques voyages, déjà programmés, je pourrai vous brosser un tableau plus clair de la situation.

Je compte inviter les présidents de la Chambre et du Sénat à désigner les membres de la délégation belge au Qatar.

Quant au choix du Qatar, c'était, en fait, la seule candidature valable, le Chili ayant retiré la sienne, puisqu'une autre grande conférence devait avoir lieu à Santiago au même moment. La candidature du Qatar a été analysée par le Conseil général de l'OMC avec la certitude que toutes les ONG auront accès à la conférence de novembre. De plus, le Qatar a promis de traiter, de manière identique, toutes les demandes de visas.

Enfin, je voudrais faire remarquer que, lorsqu'on nous apprend que l'ONU tient une conférence

vragen allicht niet zullen worden opgeworpen zoals we dat eigenlijk zouden willen.

Dat er maar één land kandidaat was om die conferentie te organiseren, komt zonder enige twijfel doordat heel wat landen hebben afgehaakt uit angst voor toestanden zoals we in Seattle hebben meegemaakt.

01.03 Claudine Drion (ECOLO-AGALEV): De staatssecretaris zal ons in de tweede helft van april informeren. Persoonlijk ben ik verontrust over de multilaterale akkoorden. Het deed me genoeg te vernemen dat niet iedereen ermee instemt. Zulke mechanismen kunnen de zwakste landen nog verzwakken.

Het incident is gesloten.

02 Mondelinge vraag van mevrouw Els Van Weert aan de staatssecretaris toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Zaken over "het talenregime van het Merkenbureau in Alicante en het Europees Octrooibureau" (nr. 4019)

02.01 Els Van Weert (VU&ID): De Raad voor de interne markt van 12 maart zal eventueel een ontwerp-verordening inzake de gemeenschapsmodellen behandelen. Het talenregime is hiervan een belangrijk onderdeel. Ofwel gaat men verder met de vijf officiële talen van het Merkenbureau – met name Engels, Frans, Duits, Italiaans, Spaans –, ofwel worden ook de andere officiële Europese talen erkend.

Hetzelfde dilemma doet zich voor bij het voorstel van verordening inzake het gemeenschapsoctrooi. Hierbij zou worden voorgesteld dat een van de drie werktalen van het Europees Octrooibureau, met name Engels, Frans of Duits, zou worden gebruikt voor de octrooiaanvraag en dat het nieuwe gemeenschapsoctrooi alleen maar geldig is zodra het in een van de drie genoemde talen is verleend en gepubliceerd, met een vertaling van de conclusies in de twee andere talen.

Ondertussen loopt bij de rechtbank van eerste aanleg in Luxemburg een beroep tegen het talenregime van het Merkenbureau. De Griekse regering steunt dit beroep, ingediend door een Nederlandse burger.

Blijft België bij zijn standpunt dat het Nederlands als officiële taal van het Merkenbureau en van het Europees Octrooibureau zou worden erkend? Waarom komt België, zoals Griekenland, niet

contre le racisme à Téhéran, on comprend que certaines questions ne soient pas posées comme on le voudrait.

Il est certain que s'il n'y a eu qu'une seule candidature pour organiser cette conférence, c'est parce que de nombreux pays n'avaient pas envie de connaître, chez eux, les événements survenus à Seattle.

01.03 Claudine Drion (ECOLO-AGALEV): La secrétaire d'État nous rencontrera au cours de la seconde moitié d'avril. Je suis personnellement inquiète à propos des accords plurilatéraux. J'ai été satisfaite d'apprendre qu'ils ne faisaient pas l'unanimité.

Ce mécanisme peut affaiblir davantage les pays les plus faibles.

L'incident est clos.

02 Question orale de Mme Els Van Weert à la secrétaire d'Etat adjointe au ministre des Affaires étrangères sur "le régime linguistique du Bureau européen des Marques à Alicante et de l'Office européen des brevets" (n° 4019)

02.01 Els Van Weert (VU&ID): Le Conseil pour le marché intérieur du 12 mars examinera éventuellement un projet de règlement concernant les modèles communautaires. Le régime linguistique en constitue un élément important. Ou bien on maintient les cinq langues officielles du Bureau des Marques – à savoir l'anglais, le français, l'allemand, l'italien et l'espagnol –, ou bien les autres langues officielles européennes sont, elles aussi, reconnues.

Le même problème se pose pour la proposition de règlement relative au brevet communautaire. Selon la proposition à cet égard, les demandes de brevet devraient être formulées dans l'une des trois langues de travail de l'Office européen des brevets, à savoir l'anglais, le français ou l'allemand, et le nouveau brevet communautaire ne serait valable qu'après avoir été délivré et publié dans l'une des trois langues précitées, avec une traduction des conclusions dans les deux autres langues.

Dans l'intervalle, le tribunal de première instance de Luxembourg est saisi d'un recours contre le régime linguistique du Bureau des Marques. Le gouvernement grec appuie ce recours introduit par un citoyen néerlandais.

La Belgique estime-t-elle toujours que le néerlandais devrait être reconnu comme langue officielle du Bureau des Marques et de l'Office européen des brevets? Pourquoi la Belgique

tussenbeide in de rechtszaak in Luxemburg? Er zou op Europees niveau een automatisch vertaalsysteem worden ontwikkeld, genaamd SYSTRAN. Naar verluidt zouden de grote Europese talen hierbij opnieuw worden bevoordeeld en zou onder meer het Nederlands in de kou blijven staan. Wat is de mening van de minister ter zake?

02.02 Staatssecretaris **Annemie Neyts** (Nederlands): De Belgische regering heeft het Nederlands altijd verdedigd, jammer genoeg na de grote vergissing van 1993, toen voor vijf talen werd gekozen.

Inzake modellen stelt men een systeem voor waarbij de aanvragen in elke fase de aanvraagprocedure in zijn eigen taal kan volgen. Ons voorbehoud werd niet gelicht. Het voorstel van verordening is bijgevolg niet rijp om al op de Raad Interne Markt van volgende week te worden besproken.

De octrooikwestie is ingewikkelder. Ook daar is het commissievoorstel nog niet goedgekeurd door de Raad, omdat de discussie nog volop woedt. Het verwondert me een beetje dat de commissaris steeds met de vertaalkosten schermt, terwijl de taksen heel wat meer kosten. De fundamentele vraag blijft of binnen de EU documenten rechtsgeldigheid kunnen hebben voor alle burgers, als ze in slechts één taal zijn gesteld.

Over het SYSTRAN-systeem heb ik weinig informatie, evenals over een regeringsinterventie bij de Luxemburgse rechtbank van eerste aanleg. We kunnen niet terugkomen op de afspraken van 1993, maar wel proberen om maximaal verbeteringen aan te brengen aan dat akkoord.

De **voorzitter**: Een tussenkomst in Luxemburg is dan wel de eerste stap. Ik begrijp niet dat de regering niet op de hoogte is van een gerechtelijke procedure. Dat lijkt me onvergeeflijk.

02.03 Staatssecretaris **Annemie Neyts** (Nederlands): Ik laat het onderzoeken.

Het incident is gesloten.

De vergadering wordt gesloten om 12.50 uur.

n'intervient-elle pas, comme la Grèce, dans la procédure judiciaire luxembourgeoise ? Un système automatique de traduction, appelé SYSTRAN, serait développé à l'échelon européen. Selon nos informations, les grandes langues européennes y seraient à nouveau avantagées et le néerlandais notamment serait encore une fois largement négligé. Quelle est l'opinion de la ministre en la matière ?

02.02 **Annemie Neyts**, secrétaire d'Etat (en néerlandais): Le gouvernement belge a toujours défendu l'emploi du néerlandais mais ce, malheureusement après la grande erreur de 1993, lorsque l'on a opté pour cinq langues.

En ce qui concerne les modèles, il a été proposé d'utiliser un système par lequel le demandeur peut suivre chaque phase de la procédure de demande dans sa propre langue. Mais nos réserves subsistent. En conséquence, la proposition de règlement n'est pas assez mûre pour faire l'objet d'une discussion lors du Conseil du marché intérieur qui se déroulera la semaine prochaine.

Le problème des brevets est plus compliqué. Dans ce cas-ci également, la proposition de la Commission n'a pas encore été adoptée par le Conseil car les discussions sont encore en cours. Je m'étonne un peu de constater que le commissaire évoque constamment la question des coûts de traduction alors que les taxes coûtent bien plus d'argent. La question fondamentale reste la suivante : au sein de l'UE, des documents qui ne sont rédigés que dans une seule langue peuvent-ils avoir force légale pour l'ensemble des citoyens?

Je dispose de très peu d'informations concernant le système SYSTRAN tout comme à propos d'une intervention du gouvernement auprès du tribunal luxembourgeois de première instance. Nous ne pouvons pas revenir sur les accords conclus en 1993 mais nous pouvons néanmoins tenter d'y apporter un maximum d'améliorations.

Le **président**: Une intervention au Luxembourg constituerait une première étape. Je ne comprends pas que le gouvernement ne soit pas au courant d'une procédure judiciaire en cours. C'est impardonnable.

02.03 **Annemie Neyts**, secrétaire d'Etat (en néerlandais) : Je vais demander que l'on vérifie cela.

L'incident est clos.

La séance est levée à 12.50 heures.